



L'opposant de Paul Biya, Maurice Kamto, en séjour en Europe, a été reçu dans la nuit d'hier sur la chaîne internationale France 24, comme invité du journal Afrique.

L'avocat-politicien est revenu sur son emprisonnement pendant 9 mois à la prison principale de Yaoundé-Kondengui, sur le musèlement de l'opposition dans son pays, sur la crise qui déchire les régions anglophones et naturellement sur la décision de son parti, le MRC, de boycotter le double du 09 février prochain

237actu.com vous livre cette interview de Maurice Kamto sur France 24(Re transcription Cameroun-nfo.Net)

Maurice Kamto, opposant numéro 1 du président Paul Biya, votre mouvement politique, le MRC, boycotte les prochaines élections législatives et municipales. Pourquoi ?

Pour deux raisons principales. La première est la situation dramatique que vivent nos populations dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Au fond, la tragédie qui se noue là, n'est pas spécifique à cette Région. Je dois dire que, on ne met peut-être pas assez d'accent sur l'autre tragédie qui se passe dans l'Extrême-Nord du pays où les attaques des groupes extrémistes de Boko haram font encore des victimes nombreuses parmi les populations. Mais, s'agissant plus particulièrement du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, aller aux

élections sans avoir réglé cette question en profondeur, s'agissant d'élections locales où il faut élire des conseillers municipaux et des députés, ce serait donner un mauvais signal aux populations des deux Régions concernées. Ce serait en quelque sorte leur dire, vous n'êtes pas des camerounais puisque vous ne pouvez pas prendre part à des élections qui visent à désigner vos dirigeants. Et, la deuxième raison de notre boycott, c'est que, aller aux élections sans avoir réformé le code électoral, exposerait simplement le pays à de nouvelles tensions post-électorales parce que les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Et c'est depuis 2013 que tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut réformer le code. Ces derniers temps, ELECAM qui est l'organe en charge des élections, mis en place par le régime, lui-même a demandé la réforme du code électoral. Ça n'a pas eu lieu, pourtant, on a décidé aux élections. Voilà les deux raisons.

Est-ce que le régime vous a permis de présenter des candidats ?

Mais, le régime ne pouvait pas nous interdire de présenter des candidats...

Il ne vous a pas empêché ?

Il y a eu des complications administratives, peut-être pas pour nous seul, d'ailleurs pour la plupart des partis politiques. Mais, là n'est pas le sujet car, nous n'avons pas créé le MRC pour donner quelques sièges supplémentaires à certains de nos camarades, ou gagner quelques Mairies et faire partie du jeu. Mais, nous avons créé le MRC avec l'intention réelle d'offrir une vraie alternative. Ce que nous avons à l'esprit en permanence, c'est le Cameroun et le peuple camerounais et non nos intérêts personnels.

Justement, vous parlez du MRC et ses objectifs, mais, si vous ne présentez pas de candidats pour ce scrutin législatif, vous ne pouvez pas vous présenter à la prochaine présidentielle, selon le code électoral.

Oui, c'est ce que tout le monde nous dit mais, comprenez bien que nous avons pris aujourd'hui, la décision que nous croyons la meilleure, que nous croyons être celle qu'il fallait prendre. Et je crois que, nos militants et une bonne partie du peuple camerounais sont en phase avec cette décision. Maintenant, il s'agit pour nous de convaincre et d'expliquer aux camerounais pourquoi il faut effectivement qu'on ne s'arrête pas à cela. C'est à dire qu'on aille plus loin, pour faire des réformes nécessaires, pour ramener dans notre pays, l'apaisement indispensable qui peut créer les conditions de développement économique. Aujourd'hui, aucun investisseur ne peut prendre la direction du Cameroun à cause de l'instabilité du pays.

Vous avez évoqué la crise anglophone. Quelle est votre position sur cette crise? Paul Biya propose un statut spécial, est-ce que vous êtes d'accord avec cette proposition ? Est-ce que vous irez vous plus loin, vers le fédéralisme par exemple ?

Mais, pour être d'accord ou pas d'accord, il faudrait savoir le contenu de ce statut spécial. Le problème est là, c'est que personne ne le sait. Ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que, il serait absolument irréaliste de proposer aujourd'hui des solutions qu'on aurait dû appliquer il y a trois ans. On ne peut pas attendre d'avoir 12 mille morts, et un ministre camerounais

indiquait dernièrement qu'il y a eu 741 soldats camerounais morts dans ce conflit parce que, il n'y a pas que des civils et des sécessionnistes, il y a des soldats aussi qui meurent. Donc, attendre 12 mille morts, plus de 500 mille déplacés internes, 40 mille réfugiés, trois années scolaires perdues, deux Régions déclarées par le gouvernement lui-même, fiscalement sinistrées, pour proposer des solutions qui ne prennent pas en compte les préoccupations majeures qui sont la réforme de l'Etat. Il faut donc au Cameroun aujourd'hui, aller vers une solution qui donne satisfaction aux populations qui ont pris les armes entre autres, et la formule fédérale semble être celle qui rassemble la majorité des camerounais aujourd'hui. Moi, je n'ai aucun problème avec une formule fédérale qui permettrait aux camerounais de gérer leurs affaires et de développer leur région, leur collectivité.

Vous avez évoqué la crise dans les Régions anglophones, mais quel a été le bilan de la répression ? Vous en avez été aussi victime, parce que vous avez été emprisonné.

Ce que je peux dire, c'est que nous vivons un moment particulièrement dramatique, s'agissant des libertés publiques et des droits de l'homme au Cameroun. Il n'y a plus de limite. Nous n'avons jamais atteint un tel niveau de violence politique par le passé. Je pense que les services de sécurité en particulier, se donnent tous les droits. Le niveau de torture qu'on a atteint, nous ne l'avons jamais connu au Cameroun. Mais, je voudrai également souligner que, nous avons passé neuf mois en prison pour rien. Parce que nous pensions qu'au moins à la sortie, on comprendrait que pour un parti politique, chercher à parler aux populations à travers des meetings, voire des marches, n'est pas violé la loi, n'est pas être contre son pays, Or, depuis que nous sommes sortis, toutes nos déclarations de manifestation publique, c'est à dire de réunion publique, ont été rejetées par les autorités administratives.

Alors quel est votre message à Paul Biya ?

C'est qu'il faut régler les problèmes. Il a encore la possibilité aujourd'hui. Je viens d'apprendre qu'il y a une session extraordinaire du parlement qui a été convoquée pour le 13 décembre. Il serait sage à l'occasion de cette session parlementaire de faire voter une loi qui proroge le mandat des conseillers municipaux et des députés actuels, de six à 12 mois, pour régler les problèmes au fond et reprogrammer les élections qui apporteront la paix et la sérénité sur la scène politique camerounaise.
